

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18502 - 72ÈME ANNÉE

Le ministre du Tourisme de Madagascar en visite à La Réunion

Madagascar « va faire un grand boom dans très peu de temps »



100 millions d'euros sont investis pour moderniser l'aéroport d'Ivato. Dans trois ans, Madagascar aura un aéroport international neuf.

Peuplée actuellement par 24 millions d'habitants, Madagascar en comptera 45 millions dans 20 ans. Son but est de se positionner comme un futur pays émergent. En visite à La Réunion à l'occasion du Promotion Tour de Madagascar, Roland Ratsiraka, ministre du Tourisme a expliqué que ce secteur économique peut contribuer à financer les infrastructures qui accompagneront le décollage du pays. Il a invité les Réunionnais à accompagner ce changement, en faisant du tourisme à Madagascar où en y investissant pour profiter des économies d'échelles rendues possibles par un marché domestique de 24 millions de personnes.



Roland Ratsiraka, ministre du Tourisme de Madagascar.

Hier à l'hôtel Créolia de Saint-Denis, une délégation de Madagascar conduite par Roland Ratsiraka, ministre du Tourisme, a été reçue hier par les autorités de La Réunion à l'hôtel Créolia. Cette visite entraine dans le cadre du Promotion Tour de Madagascar. Cette opération vise à promouvoir le tourisme dans la Grande Île, La Réunion est une des étapes de la tournée de la délégation qui ira notamment au salon Top Résa à Paris. La séquence réunionnaise du Promotion Tour de Madagascar était également l'occasion d'échanges entre professionnels du tourisme des deux îles voisines. Tour à tour, Gilbert Annette, maire de Saint-Denis, le représentant de l'État, et Didier Robert, président de la Région ont dit quelques mots sur les relations entre La Réunion et Madagascar avant de céder la parole au ministre du Tourisme de la Grande île.

« Notre région doit devenir un havre de paix »

Venu présenter « une nouvelle politique en termes de tourisme », Roland Ratsiraka a tout d'abord souligné que « La Réunion est une perle de l'océan Indien qui a déjà bien avancé ». Il mise sur un atout de notre région, sa stabilité. À l'heure où des attentats ont lieu en Europe, et au moment où les États-Unis connaissent une vague de violences, « notre région doit devenir un havre de paix ». Il a rappelé la

condamnation du gouvernement malgache du meurtre de deux Français survenu à l'île de Sainte-Marie. Un événement exceptionnel, car cette région de Madagascar est connue pour son ambiance paisible. Le ministre a déploré le traitement de cette affaire par des médias français, « qui ne parlent jamais de Madagascar sauf quand il y a des problèmes ». Et de rappeler que si trois Malgaches ont perdu la vie lors de l'attentat du 14 juillet dernier à Nice, aucun média malgache n'a fait de mauvaise publicité à la Destination France. Il constate que des personnalités telles que Bill Gates ou Nicolas Hulot se rendent en vacances à Madagascar. C'est le signe qu'ils ont confiance et se sentent en sécurité.

Appel aux investisseurs réunionnais

Cette nouvelle politique touristique se décline notamment par un appel aux investisseurs réunionnais, et à des partenariats pour que le secteur du tourisme malgache puisse proposer des services susceptibles d'attirer les voyageurs. Il indique que Madagascar souhaite accompagner le développement d'Air Austral. La compagnie aérienne pourrait être un outil pour améliorer le désenclavement de Tuléar ou Fort-Dauphin. Roland Ratsiraka souligne les possibilités de séjours combinés en s'appuyant sur la qualité de la desserte de La Réunion. Les touristes qui viennent dans

notre île pourraient également prolonger leurs vacances en profitant des charmes de la Grande Île. Le ministre malgache vise également la clientèle chinoise, dont les touristes dépensent chaque année 165 milliards de dollars dans le monde. L'ouverture d'une ligne Madagascar-Chine passant par La Réunion est un moyen de s'ouvrir vers ce marché important.

Pour Madagascar, le tourisme est un secteur stratégique qui permet de dégager des recettes afin d'améliorer les infrastructures du pays. « C'est un moyen de financer des routes pour nourrir la population, car nous importons encore du riz et du sucre ».

2 milliards d'euros d'investissements sur trois ans

Le ministre du Tourisme de Madagascar a également mis l'accent sur un plan d'équipement en infrastructures. 2 milliards d'euros d'investissements sont prévus au cours des trois prochaines années, dont 500 millions d'euros pour les routes, 600 millions de dollars pour l'électricité. L'aéroport d'Ivato sera modernisé à la suite de travaux d'un montant de 100 millions d'euros. Dans trois ans, le principal aéroport de Madagascar sera refait à neuf. Roland Ratsiraka lance un appel aux investisseurs réunionnais. Madagascar est actuellement un marché de 24 millions de personnes, 25 fois plus que La Réunion. Cela permet des économies d'échelle et le gouvernement se dit prêt à « accompagner les entreprises qui veulent tester ».

« Ce pays va faire un grand boom dans très peu de temps. Vous allez nous accompagner dans ce boom, ce serait bien que les Réunionnais en profitent pour visiter et investir à Madagascar », ajoute Roland Ratsiraka.

Après les discours, une convention a été signée entre le gouvernement malgache et la Région Réunion. L'après-midi était consacrée à des ateliers de travail entre professionnels du tourisme de La Réunion et de Madagascar.

M.M.

Édito

« Jusqu'où certains types sont prêts à aller pour éliminer un adversaire »

Six jours après le procès de Maurice Gironcel, son accusatrice qui a avoué avoir essayé de le piéger a été embauchée à la Cité des Arts de Saint-Denis. Cette révélation a été faite jeudi au Conseil communautaire de la CINOR par Maurice Gironcel. C'est un coup de tonnerre. Cette embauche a suscité l'indignation de nombreux conseillers, au-delà des étiquettes politiques, qui ont quitté la salle, ce qui a entraîné l'ajournement de l'assemblée faute de quorum. C'est du côté de Sainte-Marie que les propos étaient les plus virulents. Comment peut-on travailler avec des personnes qui emploient de telles méthodes, a dit en substance Yves Ferrière, conseiller communautaire de Sainte-Marie.

« Jusqu'où certains types sont prêts à aller pour éliminer un adversaire », c'était une phrase de Me Boniface, avocat de Maurice Gironcel, prononcée le 8 juillet lors du procès et qui résumait bien les débats. Ils avaient démontré qu'une militante de Daniel Alamélou avait tenté une manœuvre de dernière minute pour que l'éternel battu aux élections de Sainte-Suzanne essaie d'obtenir l'inéligibilité du maire de la commune, crédité d'une large avance après le premier tour des élections municipales. Daniel Alamélou ne se faisait en effet guère d'illusion quant au verdict des urnes. Le lendemain, le peuple avait tranché et il était une nouvelle fois battu.

Débouté par le tribunal administratif et par le Conseil d'État, juge de l'élection, Daniel Alamélou a insisté en utilisant cette fois la justice pénale. Les enquêteurs ont rapidement constaté que ce qui était reproché à Maurice Gironcel

relevait d'un piège grossier. Faute d'éléments probants, l'affaire devait être classée. Mais au bout de plusieurs mois de silence et sans que de nouveaux éléments le justifient, les poursuites ont été relancées par le Parquet.

Lors des réquisitions, l'avocat général a demandé de la prison ferme et une peine d'inéligibilité à l'encontre de Maurice Gironcel. Quatre jours plus tard, le Parti communiste réunionnais avait réaffirmé sa totale solidarité avec son co-secrétaire général. Deux jours après cette assemblée, la militante de Daniel Alamélou était embauchée à la Cité des Arts, une infrastructure payée par la CINOR et située dans la commune de Saint-Denis, ville dirigée par le Parti socialiste. Cette embauche ne manquera pas de susciter de nombreuses questions. La Cité des Arts a été inaugurée le 6 mars dernier. À cette date, elle avait donc suffisamment de personnel pour fonctionner. Pourquoi la militante de Daniel Alamélou n'a-t-elle pas été embauchée avant l'inauguration de la Cité des Arts ? 4 mois se sont écoulés entre la mise en service officielle de la Cité des Arts et le recrutement de l'accusatrice de Maurice Gironcel. Faut-il autant de temps pour s'apercevoir que des embauches soient nécessaires ? Et pourquoi la militante de Daniel Alamélou a-t-elle dû attendre que le procès se soit déroulé pour être recrutée ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Le chantier de la grande digue de la route en mer suspendu –2–

L'enjeu décisif de la carrière de Bois-Blanc

L'annonce de la suspension du chantier de la digue de la route en mer intervient peu avant le lancement d'une seconde enquête publique sur un projet d'ouverture d'une méga-carrière à Bois-Blanc. Sans cette carrière, la route en mer ne pourra pas se faire. Simple coïncidence ou tentative de mettre la pression sur l'État afin qu'il passe outre l'opposition de la population à un projet destructeur pour l'environnement ?

Pour donner une chance à la route Didier Robert d'aboutir, le gouvernement a publié un nouveau schéma départemental des carrières afin d'autoriser de nouveaux sites d'extraction. Un des buts recherchés est d'ouvrir un site de 50 hectares et de plusieurs dizaines de mètres de profondeurs dans une des dernières zones préservées du littoral Ouest, Bois-Blanc. Ce projet rencontre une forte opposition de la population suivie par les maires des trois communes concernées. L'enquête publique a donné un avis négatif. De plus, un référendum organisé par le commune de Saint-Leu a montré que 81 % des suffrages exprimés sont contre une carrière à Bois-Blanc.

Cette carrière de Bois-Blanc a donc un enjeu stratégique. Sans elle, le chantier ne peut se poursuivre entre Saint-Denis et La Possession. Cela explique pourquoi les promoteurs de la route en mer mettent la pression. Une seconde enquête publique doit avoir lieu. La Région est consciente du rejet de ce projet dans l'opinion, ce qui explique pourquoi Didier Robert s'est prononcé lundi contre tout référendum sur la question des carrières.

La suspension du chantier de la digue entre La Possession et la Grande Chaloupe résulte donc de l'impossibilité physique d'avoir des matériaux disponibles. Elle a aussi une lourde dimension symbolique. C'est en effet dans ce secteur qu'a eu lieu le dernier effondrement de la falaise. C'était le 24 mars 2006, deux personnes avaient perdu la vie. Ce sont d'ailleurs les photos de ce dramatique accident qui ont déjà illustré des pages de publicité de la Région Réunion pour justifier son projet de route en mer.

Dans l'état actuel des choses, il n'est donc pas possible de construire la section de la route en mer prévue entre La Possession et

La Grande Chaloupe.

Soit cette section n'est pas construite, et alors la route en mer se raccordera à la route du littoral au niveau de la Grande Chaloupe. Autrement dit, l'argument d'une route totalement sécurisée ne tient plus, car l'itinéraire empruntera un passage où la falaise s'est déjà effondrée. On imagine sans peine les réactions de l'opinion à une telle éventualité.

La Réunion peut-elle se payer un viaduc ?

Soit il faut changer totalement le projet et remplacer la digue par un viaduc. Cette solution est plus économique en matériaux, mais elle est plus chère. Mais cela suppose une remise en cause du projet car l'enquête publique et la déclaration d'utilité publique concernent une digue. Il faudrait donc tout recommencer à zéro, et à nouveau attribuer les marchés. Cela induit aussi un surcoût. Les termes actuels du financement de la route en mer fixent une contribution de l'État et de l'Europe sous forme forfaitaire. Dans une période d'austérité budgétaire, il est difficile de croire que ces deux financeurs pourraient réévaluer leur contribution. Cela laisserait donc le surcoût à la charge de la Région Réunion, et donc du contribuable réunionnais. Se posera alors la question de la capacité financière de la collectivité à réussir à payer la facture.

Faire pression sur l'enquête publique ?

L'autre possibilité est de tenter un passage en force pour obtenir l'ouverture de la carrière de Bois-Blanc. La suspension d'un part importante

du chantier de la route en mer sera-t-elle pas l'occasion d'un changement à l'emploi ? Elle aura de toute façon des conséquences pour les transporteurs qui ont investi afin d'avoir les outils nécessaires pour transporter les galets sur cette section du chantier.

Force est de constater en tout cas que l'annonce de la suspension du chantier intervient peu avant le lancement d'une seconde enquête publique sur le projet de carrière à Bois-Blanc. Pourtant, le problème du manque de matériaux est connu de longue date. Cette annonce aurait donc pu intervenir bien avant ce moment.

Cette coïncidence ne manque pas d'alimenter les spéculations : et si l'annonce de la suspension du chantier n'était pas un moyen de faire pression sur l'État pour qu'il autorise l'ouverture de la carrière de Bois-Blanc en dépit de l'opposition de la population concernée ?

Le choix de la raison : stopper le projet

Pour éviter les affrontements, il reste une option raisonnable : arrêter ce chantier et utiliser les fonds obtenus par Paul Vergès pour des projets utiles au développement de La Réunion. Les Réunionnais ont besoin d'un chemin de fer, d'axes de désenclavement dans le Sud et l'Est, ainsi que de la relance de la politique d'autonomie énergétique. Quant à la question de la liaison routière sécurisée entre Saint-Denis et La Possession, rappelons qu'elle devait être réglée par un projet de nouvelle route du littoral choisi par l'État, bien plus économique en matériaux que la route en mer de Didier Robert.

M.M.

Nouveau livre de Salim Lamrani

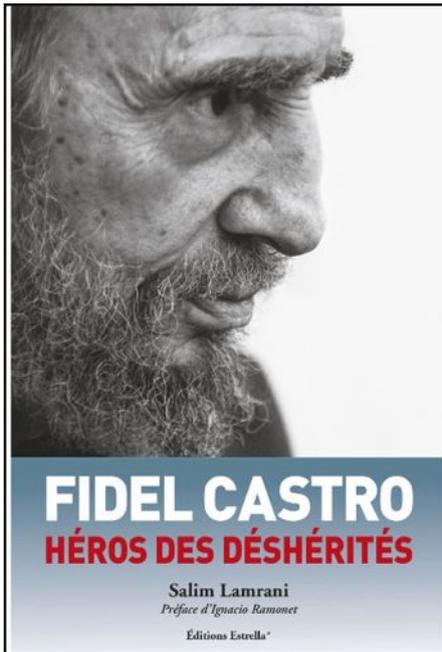
« Fidel Castro, héros des déshérités »

Salim Lamrani, professeur à l'Université de La Réunion et spécialiste de Cuba annonce la sortie de son nouvel ouvrage intitulé **Fidel Castro, héros des déshérités** aux Editions Estrella, à l'occasion du 90e anniversaire du leader historique de la Révolution cubaine. Voici la présentation qu'il fait de cette publication, préfacée par Ignacio Ramonet.

« Il s'agit d'un livre de 272 pages qui retrace le parcours politique de la plus grande figure latino-américaine du XXe siècle. L'ouvrage s'accompagne d'une sélection de dix discours fondateurs.

Ignacio Ramonet, Directeur du Monde Diplomatique en espagnol, l'un des meilleurs connaisseurs au monde de la pensée de Fidel Castro, m'a fait l'immense honneur d'associer sa plume à mon travail en rédigeant une belle préface.

Comme vous le savez, dès lors qu'il s'agit de présenter une vision alternative de Cuba et de sa révolution, les médias érigent un mur de censure. Il est donc probable, à quelques exceptions près, que cet ouvrage ne bénéficiera d'aucune couverture médiatique. C'est la raison pour laquelle je fais appel à vous pour participer activement à la diffusion de ce livre et faire circuler cette information à tous les amis de Cuba ainsi qu'à celles et ceux qui s'intéressent à ce pays.



Fidel Castro, héros des déshérités
Paris, Editions Estrella, 2016
20 euros
ISBN : 9782953128451

L'ouvrage est disponible dans les bonnes librairies et sur www.amazon.fr. Il est également possible de

se procurer un exemplaire dédié directement auprès de moi. Les associations et les personnes intéressées par la diffusion de l'ouvrage sont invitées à me contacter par courriel (lamranisalim@yahoo.fr). Un tarif spécial leur est réservé.

N'hésitez pas à me joindre pour toute information supplémentaire. Je suis, bien entendu, à la disposition de celles et ceux (personnes, associations, librairies...) qui souhaiteraient m'inviter pour une présentation de ce livre ou pour un débat.

Je serai présent à la Fête de l'Humanité le 8, 9 et 10 septembre 2016 pour y dédicacer mon livre. Plusieurs présentations sont prévues sur les stands de Cuba Si (présence les trois jours), Cuba Linda (samedi 9 septembre à 11h) et Cuba Coopération (samedi 9 septembre à 14h).»

Extrait de la préface d'Ignacio Ramonet

Personnage controversé en Occident, Fidel Castro est plébiscité par les peuples d'Amérique latine et du Tiers-monde qui le considèrent comme un symbole de la résistance à l'oppression et un défenseur de l'aspiration des pays du Sud à l'indépendance, à la souveraineté et à l'autodétermination. Rebelle mythique entré de son vivant dans le Panthéon des grands libérateurs du continent américain, l'ancien guérillero de la Sierra Maestra a vu son prestige dépasser les frontières continentales pour devenir l'archétype de l'anti-impérialisme du XXe siècle et le vecteur d'un message universel d'émancipation.

Trois facettes caractérisent le personnage de Fidel Castro. Il est tout d'abord l'architecte de la souverai-

neté nationale qui a réalisé le rêve de l'Apôtre et héros national José Martí d'une Cuba indépendante et a redonné sa dignité au peuple de l'île. Il est ensuite le réformateur social qui a pris fait et cause pour les humbles et les humiliés. Il est enfin l'internationaliste qui a tendu une main généreuse aux peuples nécessiteux et qui place la solidarité et l'intégration au centre de la politique étrangère de Cuba.

« Dans cet ouvrage, l'universitaire Salim Lamrani, sans doute le meilleur connaisseur en France des réalités de Cuba aujourd'hui, dresse un portrait du leader historique de la révolution cubaine et apporte un éclairage passionnant sur l'une des plus grandes personnalités du XXe siècle. »

Oté

Inn-dé nouvell sak la spasé dann la somenn

La fièv aftèz :

Dopì samdi an kinz nout zournal l'avé tir signal d'alarm pars lo maladi té fine bien atak bann z'animo dann Rodrigues. Astèr Maurice osi, lé andikapé par sa : si in z'animo la trap so salté d'maladi i fo tyé tout lo troupo. Vaksiné ? Maurice i pé fèr, mé isi La Rényon lé pa otorizé par l'Erop... Astèr in pé i di : koman sa va ariv La Rényon ? In téknisien la shanm agrikol i di sa i pé ariv dann la tèr soulyé, dann la vyann, épi dann fromaz. Donk si i sèy pa garantir lo bann troupo ébin lé riskab ariv mové z'afèr é mi plézant pa kan mi di sa : pran prékosyon é tanpi si ou i pans lé initil. Tanpi si ou i pans i fé tro la dsi ! Pars si i fé pa asé, la katastrof lé dvan nou.

La vyann Madagascar avèk médikaman pou éstétiliz demoun.

Dann in sobatkoz Roganizé dann Antananarivo, lo « Malagasy Professionnels de l'Elevage » ou MPE la fé konète ké ziska 80 % la vyann bann truié angrése kan son bann pèryod ropodiksyon lé fine pasé lé kontaminé avèk bann z'ormone pou la kontrasépsyon. Sa sé in n'afèr défandi é sé in n'afèr danzéré pars lo moun i manz sa i pé an avoir lo kansèr, i pé pèrd la mémoir épi i pé gingn l'AVC. Anplis ké sa lé pa si fasil ké sa pou détèk so z'afèr-la é kan i détèk in bon déga la déza fine komansé . Parèy ké pou la fyèw aftèz, ni poz la késtyon : kansa va pran lé mézir k'i fo pou pa mète anou dann l'anbara ? Bann sèrvs ofisyèl sré bien inspiré d'pran bann mézir k'i fo san aspèr tro lontan.(Source : Midi Madagasikara).

La vyan koshon défandi rantré dann l'il Maurice.

I paré la-ba dann Maurice si ou i sèy fé rant inn-dé boushon, in grap sosis, sansa salé osinonsa boukané, ou lé mal parti. La douane i sézi lo produi épi i aplik aou in l'amand karabiné. Mèm avan ké la fyèw aftèz té fine déklaré. D'après sak moin l atandi dir, na si tèlman rényoné i sava Maurice é zot i yèm si tèlman inport sak moin la mark an-o la ké lo gouvèrnman la désid anpèsh bann produi-la rantré pou pa annuir z'ot bann z'élvèr. (antandi dann Radio freedom)

Justin

« Dé poul i kouv pa dann mèm ni ! »- In kozman po la rout

Pou dir vré, moin la pankor romark dé poul apré kouv dann mèm ni : inn nana son ni, l'ot nana la syène é kan l'ariv l'èr pou kouvé, shakinn i kouv dann son ni pèrsonèl. Biensir, koméla, lo moun lé modèrn, é bann zèf fékondé i sava dann kouvèz artisyèl. Talèr in pé pti poulé lé kapab kroir sé sa z'ot momon... Ni sava pa pli loin la dsi é ni sèy sinplomman konète kosa sa i vé dir, an vré, dann la sosyété. Mi pans sa i vé dir dé famiy i pé pa ko-abité. Pars zot i konpran lo bann rolasyon lé riskab ète pa konm k'i fo. Si inn fiy nana z'anfan, lé difisl arète dann la kaz momon. Konm la bèl fiy avèk la bèl mèr. Si lé oblilé ébin i pé pa fèr otroman, mé sa la pa in bon n'afèr é lé inn konm lé z'ot nana l'inpréson zot lé pa shé zot. I pé dir sa osi kan dé sosyété nana lo mèm syèz é inn konm l'ot i fé komèrs lo mèm produi. Kosa zot i anpans zot ? Alé ! ni artrouv pli d'van !